

ANDRÉS MANUEL LÓPEZ OBRADOR
FACE AUX DÉFIS POLITIQUES,
ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

129

Après deux tentatives infructueuses en 2006 et 2012, l'ancien chef de gouvernement du District fédéral et ex-président du Parti de la révolution démocratique Andrés Manuel López Obrador, appelé couramment « AMLO » au Mexique, a été élu président le 1^{er} juillet 2018. Son succès est historique à bien des égards.

Depuis le début de l'alternance au sommet de l'État, qui a mis fin en juillet 2000 à soixante-dix ans de règne du parti hégémonique, c'est la première fois dans l'histoire politique contemporaine du Mexique qu'un candidat d'un parti de gauche remporte cette élection.

La manière dont le résultat a été annoncé a constitué également une première. En effet, moins de dix minutes après la fermeture des bureaux de vote, José Antonio Meade, candidat du parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), a reconnu sa défaite et la victoire d'AMLO tout en souhaitant à ce dernier de rencontrer le succès à la tête du pays. Peu après, l'autre candidat malheureux, Ricardo Anaya, a fait de même. Le résultat officiel a été annoncé plus tard dans la soirée.

D'un point de vue statistique, cette élection a atteint des records. Avec le nombre d'électeurs inscrits le plus important de l'histoire politique du pays (quatre-vingt-neuf millions) et une participation de 63 %, AMLO a réussi le tour de force non seulement de recueillir 53 % des voix dans un scrutin à un seul tour, score jamais atteint au préalable, mais en outre de faire obtenir à son parti, le Mouvement de régénération nationale (Morena), issu d'une association civile qu'il avait créée en 2011, la majorité au Parlement, tant à l'Assemblée des députés qu'au Sénat. Jamais un

président mexicain n'a eu une telle légitimité électorale depuis un siècle et surtout n'a pu disposer d'une telle concentration de pouvoirs.

RAISONS ET ENJEUX D'UNE VICTOIRE

Au-delà de la tendance des votes antisystème qui secouent les pays démocratiques depuis 2016 – exception faite de l'élection française en 2017 –, cette victoire peut s'expliquer par trois raisons particulières.

En premier lieu, la population mexicaine a exprimé un clair rejet du parti au pouvoir, qui, malgré la mise en œuvre de réformes structurelles censées améliorer la compétitivité de l'économie, la démocratie et les conditions de vie de citoyens, n'a pas été capable d'endiguer la montée de l'insécurité. D'après le rapport « Mexico Peace Index 2018 », 2017 a été l'année la plus violente au Mexique, avec une augmentation des homicides de 25 % par rapport à l'année précédente¹. Le PRI a également été perçu comme le parti qui a laissé la corruption s'envoler vers des niveaux inacceptables. Le rapport 2017 de Transparency Internacional classe le Mexique 135^e sur 180 pays évalués (il était classé 105^e sur 176 pays en 2012)².

La deuxième raison de cette victoire tient sans nul doute à la bataille quotidienne entre le candidat du Parti d'action nationale et celui du PRI pendant toute la campagne en vue de se positionner en deuxième position des intentions de votes, avec l'ambition d'incarner le candidat du vote utile face à AMLO. Grâce à ce jeu politique, AMLO a pu caracoler en tête des sondages sans qu'aucun des autres candidats ne parvienne à le déstabiliser dans sa position de favori.

Enfin, la troisième raison, et non la moindre, réside dans le fait qu'AMLO a mené campagne sans discontinuer depuis 2006. Il a en effet visité chaque village du Mexique, jusqu'au plus reculé, et rencontré personnellement le plus grand nombre d'électeurs tout en ayant pu comprendre leurs attentes. Il a ainsi bâti au fil du temps un programme politique aisément compréhensible par la majorité des Mexicains. Et c'est la lutte contre les inégalités et la corruption, dont il a fait son cheval de bataille, qui l'a porté à cette victoire écrasante.

Après une campagne particulièrement clivante, AMLO a prononcé le soir de l'élection un discours apaisant, en particulier vis-à-vis du secteur privé et des marchés financiers. Il a notamment pris l'engagement de

1. « Mexico Peace Index 2018 », VisionOfHumanity.org, avril 2018.

2. Transparency.org.

respecter l'autonomie de la banque centrale du pays, de préserver les grands équilibres macroéconomiques et d'encourager l'investissement privé. La teneur de ce message a permis de stabiliser les tensions sur les taux de change. Le peso mexicain s'est même apprécié face au dollar pendant la semaine qui a suivi l'élection.

Au Mexique, l'investiture présidentielle a traditionnellement lieu cinq mois après la date de l'élection, ce qui ouvre une période de transition pendant laquelle l'équipe du président sortant rend compte des principaux dossiers en cours à l'équipe du président élu.

Dans ce contexte, plusieurs défis se présentaient à AMLO, notamment la préparation de la proposition de budget 2019 en vue de sa discussion au Congrès, et surtout l'accompagnement des négociations du renouvellement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) menées par l'équipe du président sortant dans un contexte de relations rendues complexes entre le Mexique, les États-Unis et le Canada par le président américain, Donald Trump. 131

La proposition de budget 2019 a permis de rassurer les marchés financiers sur la volonté du gouvernement AMLO de limiter le niveau d'endettement du pays et de contrôler le déficit en engageant un plan d'austérité vis-à-vis des dépenses publiques.

La poursuite des négociations pour l'actualisation de l'accord de libre-échange avec le Canada et les États-Unis a démontré que l'équipe d'AMLO avait parfaitement saisi l'enjeu stratégique de cet accord pour l'économie mexicaine. À cet égard, la coopération entre les équipes de transition a été non seulement remarquable mais surtout couronnée de succès, puisque ces négociations ont abouti à la signature du traité Mexique, États-Unis, Canada (T-MEC) entre les présidents des trois pays le 30 novembre 2018, à quelques jours à peine de la date d'investiture d'AMLO³.

Fort d'une popularité supérieure à 65 % de l'opinion publique et d'une large majorité au Congrès et au Sénat, Andrés Manuel López Obrador a pris ses fonctions de président de la République le 1^{er} décembre 2018, avec l'ambition affichée de transformer le pays et d'imprimer sa marque parmi les hommes emblématiques de l'histoire du Mexique.

Sur le plan politique, AMLO devra faire face à plusieurs fronts, tant à l'intérieur des frontières (corruption, impunité, insécurité, absence de contre-pouvoir) qu'à l'extérieur (relation avec les États-Unis dans le contexte de la campagne de Donald Trump pour la présidentielle de 2020). Sur le plan économique, le principal défi d'AMLO sera de tout

3. La ratification de ce traité est de la responsabilité des parlements nationaux.

mettre en œuvre pour atteindre une croissance du PIB d'au moins 4 % par an afin de parvenir à la prospérité et de dégager des moyens pour financer les programmes sociaux en faveur des plus démunis. Sur le plan social enfin, l'objectif essentiel d'AMLO consistera à réduire les profondes inégalités qui sont un frein au développement du Mexique.

LES DÉFIS POLITIQUES

En politique intérieure, le défi le plus important, et de loin, est la consolidation de l'État de droit. Le triptyque impunité-corruption-insécurité représente un coût économique considérable, un facteur de désintégration du tissu social et probablement le risque le plus élevé pour la sécurité nationale.

132 Les chiffres publiés par l'université de las Americas Puebla en 2018 sont alarmants : plus de 95 % d'impunité dans l'ensemble du pays⁴. D'après ce rapport, 94 % de crimes ne sont pas dénoncés, et sur le peu qui le sont 12 % seulement ont pour conséquence une sentence pénale. Le rapport explique ces sinistres résultats par un système de justice défaillant car sous-dimensionné. En effet, le Mexique dispose d'une moyenne de quatre juges pour cent mille habitants, alors que la moyenne mondiale est de seize. Il en va de même pour le déficit des forces de police : il faudrait au moins doubler les effectifs dans ce domaine pour atteindre les standards recommandés en la matière par les Nations unies. Les conséquences immédiates de cette situation d'impunité sont malheureusement, d'une part, une corruption qui n'a cessé de s'aggraver depuis qu'est apparue l'alternance démocratique avec l'élection de Vicente Fox en juillet 2000 et, d'autre part, une insécurité galopante.

Le coût de la corruption est estimé par l'Organisation de coopération et de développements économiques entre 5 et 10 % du PIB⁵. Cette estimation démontre l'étendue et la complexité de ce phénomène qui affecte naturellement l'efficacité des finances publiques, génère des conditions de sérieuses distorsions des règles de concurrence économique, mais surtout constitue un facteur aggravant d'inégalités sociales. En effet, selon l'Institut mexicain pour la compétitivité, le coût de la corruption pour un foyer touchant le SMIC mexicain est de l'ordre de 33 % de son revenu annuel, contre 14 % en moyenne au niveau national⁶.

4. « Índice global de impunidad 2018 », UDLAP.mx, 31 mars 2018.

5. Elizabeth Albarrán, « Corrupción le cuesta a México entre 5 % y 10 % del PIB : OCDE », *ElEconomista.com.mx*, 22 novembre 2018.

6. Luis Durán, « El costo de la corrupción », *ElUniversal.com.mx*, 18 août 2017.

Selon le rapport « Índice de paz México 2019 », l'impact économique de la violence a augmenté de 10 % en 2018 pour atteindre 5 160 milliards de pesos (240 milliards d'euros), soit 24 % du PIB du pays. L'impact économique de la violence était de 41 181 pesos par habitant (1 920 euros), soit plus de cinq fois le salaire mensuel moyen d'un travailleur mexicain⁷.

Il serait réducteur de considérer que les racines de ce mal sont issues exclusivement des trafics de drogue et du crime organisé, dont l'impact sur la recrudescence des homicides est certes majeur. Au-delà des carences structurelles évoquées précédemment en termes d'effectifs au sein des corps de police ainsi que dans les rangs de la justice, la plupart des maires et des gouverneurs n'assument plus leurs responsabilités en matière de maintien de l'ordre tant pour des raisons budgétaires que pour des raisons électorales, considérant que la résolution de ce sujet brûlant est du ressort du gouvernement fédéral.

133

AMLO a bien saisi l'enjeu de ce défi majeur pour l'avenir du pays et surtout pour l'image de son gouvernement. Il a tout d'abord décidé de présider quotidiennement un conseil de sécurité réunissant les ministres de la Sécurité intérieure, de la Défense et de la Marine. Il a par ailleurs annoncé ses principales mesures pour lutter contre l'insécurité dans le plan national de développement présenté début mai 2019 au Congrès⁸.

L'une des principales actions de ce plan de lutte contre la violence est la promotion de programmes sociaux, la création d'emplois et des projets de développement générant le bien-être social – ou, pour le dire autrement, créant plus d'opportunités et des conditions favorables afin que la population, et en particulier les jeunes, ne voie pas l'intérêt qu'il y aurait à rejoindre le crime organisé pour subvenir à ses besoins. À titre d'exemple, le plan annonce la mise en œuvre du programme « Jóvenes Construyendo el Futuro » (les jeunes qui construisent l'avenir), le développement de communautés durables « Sembrando Vida » (semer la vie) et la construction du « train Maya » dans la péninsule du Yucatán.

Il promet aussi « l'éradication » des crimes qui se sont multipliés dans l'impunité et la corruption, mettant en exergue le blanchiment d'argent, le trafic d'armes, le vol de pétrole et l'évasion fiscale. Et la réduction de 50 % du nombre de crimes tels que les homicides et les vols à la fin du mandat présidentiel.

Le plan national de développement souligne que la prétendue « guerre aux drogues » engagée par les deux précédentes administrations n'a pas

7. « Índice de paz México 2019 », VisionOfHumanity.org, avril 2019.

8. « Plan nacional de desarrollo 2019-2024 », LopezObrador.org.mx, 1^{er} mai 2019.

fait baisser la consommation de stupéfiants mais a, au contraire, transformé un problème de santé publique en une crise de sécurité nationale. À cet égard, il est proposé de mettre fin à cette stratégie et de « lever l'interdiction des drogues actuellement illégales », ainsi que de réorienter les ressources actuellement utilisées pour lutter contre le trafic vers les programmes de désintoxication et de réinsertion.

Le plan prévoit également la constitution et la mise en service de la garde nationale en tant que nouvelle police locale du pays. L'objectif est d'atteindre un effectif de cent quarante mille éléments en 2024, déployé dans les deux cent soixante-six régions considérées comme prioritaires. La création de cette garde nationale a été approuvée par le Congrès et sera composée de personnels issus des rangs de l'armée, de la marine et de la police.

134 En politique extérieure, guidé par le précepte de respect entre nations et celui de non-intervention décrit dans la Constitution, AMLO se démarque clairement de ses prédécesseurs dans sa conception des affaires étrangères. Pour lui, la meilleure politique extérieure est une bonne politique intérieure.

Le président mexicain a affiché dès le début de son mandat son intention de limiter au strict nécessaire ses voyages à l'étranger. À titre symbolique, il a d'ailleurs décidé la mise en vente de l'avion présidentiel.

Dès lors, si AMLO n'entend pas peser sur les affaires du monde, doit-il pour autant se désintéresser de l'ensemble des dossiers internationaux ? Certains sujets sont-ils susceptibles d'affecter les intérêts mexicains ? Il en est au moins un qui revêt un caractère stratégique pour le pays et devra être géré au plus haut niveau : la relation bilatérale avec les États-Unis. À plus forte raison dans un contexte de campagne présidentielle pour Donald Trump, qui a bien saisi l'impact favorable auprès de son électorat d'un discours négatif, voire caricatural, à l'endroit du Mexique.

AMLO a démontré au cours des premiers mois à la tête du pays qu'il avait pris la mesure de cette problématique, et il s'est bien gardé de se laisser entraîner dans la spirale de provocations de Donald Trump, telles que les annonces sur le mur anti-migrants à la frontière ou les commentaires potentiellement offensants pour l'orgueil du pays.

Alors que le processus de ratification du T-MEC suivait son cours au Mexique, au Canada et aux États-Unis, Donald Trump n'a pas hésité, en mai 2019, à menacer son voisin du Sud de mettre en place de manière quasi immédiate des tarifs douaniers allant jusqu'à 25 % du prix des marchandises importées si le pays ne contrôlait pas les flux migratoires illégaux provenant d'Amérique centrale. Même si cette mesure bafouait

les principes de l'Organisation mondiale du commerce et ceux du traité de libre-échange toujours en cours entre le Mexique, les États-Unis et le Canada, elle a néanmoins obligé le gouvernement d'AMLO à tenter de négocier avec l'administration américaine pour sortir de cette situation. Il en allait de la survie de l'économie mexicaine.

Ainsi, le principal défi d'AMLO à court terme en matière de politique extérieure réside-t-il dans l'incertitude suscitée par Donald Trump, qui, en vue de la présidentielle de 2020, a démontré qu'il n'avait aucun scrupule à utiliser le Mexique à des fins purement électorales.

DÉFIS ÉCONOMIQUES

Le grand défi de l'agenda économique d'AMLO est de parvenir à générer une croissance de 4 % tout en maîtrisant les dépenses publiques ainsi que la dette. 135

Les piliers de cet agenda comprennent des engagements en termes d'augmentation des dépenses d'infrastructure et des pensions de retraite pour les personnes âgées, d'extension des subventions à l'éducation pour les jeunes citoyens et des subventions pour les agriculteurs, ainsi que la mise en place de politiques industrielles pour les secteurs stratégiques de l'économie.

Ce programme est très ambitieux compte tenu de la croissance du PIB du Mexique, qui s'est établie à 2,2 % en moyenne depuis la fin des années 1990. Sur le plan économique, les inégalités entre les différents États de la Fédération sont criantes : la plupart de ceux dont l'activité économique est liée aux exportations manufacturières dans le cadre des accords de libre-échange ont connu une croissance moyenne supérieure à 3,5 % du PIB en 2017⁹. Les États du Sud ainsi que les États où prospère l'insécurité présentent en revanche des croissances négatives.

Un enjeu décisif pour l'économie mexicaine découle par ailleurs de l'importance des relations commerciales avec son principal partenaire, les États-Unis. Il convient à cet égard de rappeler quelques chiffres : le montant des échanges bilatéraux en 2017 est équivalent à 45 % du PIB mexicain¹⁰ (à titre de comparaison, le commerce bilatéral entre la France et le Mexique représente moins d'une semaine d'échange entre le Mexique et les États-Unis!);

9. «Producto interno bruto por entidad federativa 2017», INEGI.org.mx, 10 décembre 2018.

10. «Comercio México-Estados Unidos», Mex-EUA.SRE.gob.mx, 23 novembre 2018. Le montant des échanges bilatéraux en 2017 a été de 521 milliards de dollars. Le produit intérieur brut mexicain en 2017 était de 1 158 milliards de dollars.

80 % des exportations mexicaines, pour l'essentiel de produits manufacturés, sont absorbées par leur voisin du Nord. Et au cours du premier trimestre 2019, le Mexique est devenu le premier partenaire des États-Unis, devant la Chine et le Canada¹¹.

Dans un contexte de fortes incertitudes générées par la politique protectionniste américaine, AMLO se doit d'utiliser tous les leviers disponibles pour soutenir son programme économique et retrouver la confiance des marchés. En fait, les relations entre AMLO et les investisseurs ont été très volatiles depuis son investiture.

Après sa victoire écrasante en juillet, le président élu a modéré sa position nationaliste pour attirer les milieux financiers et les entreprises. Non seulement il a réitéré son engagement en matière de prudence budgétaire, mais il a également promis de préserver l'indépendance de la Banque du Mexique. Cependant, à la suite d'une série de décisions au cours du premier semestre 2019, AMLO a sérieusement entamé la confiance des investisseurs.

Dans une quête rédemptrice visant à mettre fin au « néolibéralisme » et aux « mafias du pouvoir » mexicaines, AMLO a eu recours à des « consultations populaires » pour justifier certaines mesures controversées, telles que l'annulation de la construction de l'aéroport de la ville de Mexico. Il s'agissait du plus grand projet d'infrastructure en cours dans le pays, qui était déjà financé à plus de 40 %. La réaction des marchés a été sans surprise : le peso a plongé et les coûts d'emprunt ont augmenté. La négociation pour le rachat partiel de cette dette a été cependant gérée de manière ordonnée et a permis d'atténuer cette réaction.

Si le gouvernement a décidé de maintenir le projet de la raffinerie de Dos Bocas malgré l'annulation de l'appel d'offres¹², il a surpris les marchés en annulant les appels d'offres dans le secteur des énergies renouvelables, alors même que l'investissement privé était le principal moyen pour le pays d'atteindre son objectif de 35 % d'énergie renouvelable d'ici 2024. De même, la participation du secteur privé en partenariat avec Pemex pour l'exploration et l'exploitation de champs pétroliers a été remise en cause.

Ainsi s'explique que deux agences de notation (Moody's et Standard & Poor's) aient donné une perspective négative vis-à-vis du risque

11. Ken Roberts, « Mexico Is Now Top U.S. Trade Partner, Ahead of China, Canada », Forbes.com, 26 avril 2019.

12. Les entreprises internationales consultées ont renoncé au motif qu'elles jugeaient irréaliste de construire ce projet dans le délai imparti (trois ans) et en respectant le budget prévu (8 milliards de dollars).

souverain et qu'une autre (Fitch Ratings) ait réduit d'un cran la note qu'elle attribue à la dette émise par le Mexique. Ces agences affirment avoir fondé la révision des notations et les perspectives de la dette du pays sur les facteurs suivants : les incertitudes quant à la mise en œuvre des politiques publiques et leurs effets sur la confiance des investisseurs ; les changements en matière de politique énergétique ; les doutes sur la situation financière de Pemex et son plan d'entreprise. Les trois agences ont souligné le fait que ces facteurs pourraient avoir des conséquences négatives sur les finances publiques et la croissance économique à court et moyen termes.

En ce qui concerne la dette de Pemex, depuis début 2019, Moody's et Standard & Poor's ont fait passer de stables à négatives leurs perspectives de crédit, tandis que Fitch Ratings en a abaissé la note en trois étapes, la plaçant en dessous de celle donnée à l'investissement. Cette agence a fait valoir que l'ajustement opéré se base sur trois éléments : la baisse de la note de crédit au niveau national (risque souverain) ; la détérioration continue du profil financier de Pemex ; le manque d'investissements en vue d'inverser le déclin de la capacité de production de l'entreprise.

137

En outre, le Mexique doit se préparer à affronter les conséquences sur l'emploi ainsi que sur les systèmes de production et d'éducation provoquées par le développement exponentiel des technologies digitales (cyber-sécurité, intelligence artificielle, robotisation, production additive, etc.). On ne peut enfin omettre dans ce bref panorama des principaux enjeux de l'économie mexicaine le frein constitué par l'économie informelle, qui en 2017 représentait 22,6 % du PIB et employait 57 % de la population active¹³.

Afin de préserver les possibilités de croissance économique dans ce paysage complexe, AMLO a signé en mai 2019 le décret visant à créer un « Conseil national pour le développement de l'investissement, l'emploi et la croissance »¹⁴, sorte de cabinet économique dont il a confié les rênes au secrétaire général de la présidence, Alfonso Romo, entrepreneur expérimenté qui jouit de la confiance du secteur privé mexicain.

L'exécution sans faille d'actions économiques prioritaires telles que la démonétisation de l'économie par la digitalisation des paiements, l'inclusion financière, le respect des promesses budgétaires et une stratégie proactive de politiques industrielles orientées vers le développement

13. « Actualización de la medición de la economía informal, 2003-2016 », INEGI.org.mx, 15 décembre 2017.

14. Je participe personnellement aux travaux de ce *Consejo nacional de fomento a la inversión, el empleo y el crecimiento económico*, en tant que conseiller externe à la présidence de la République.

technologique sera la tâche essentielle de ce cabinet économique afin d'atteindre l'objectif de croissance de 4 % du PIB, de dissiper l'appréciation négative des marchés et, par là même, d'éloigner le risque de dégradation de la note souveraine.

DÉFIS SOCIAUX

Le plus grand défi à relever dans le domaine social est celui du combat contre les inégalités.

La première source d'inégalité sociale est géographique. Dans un rapport intitulé « Mexico 2030 face à la quatrième révolution industrielle », un graphique illustre parfaitement ce point : en effet, il y avait en 2016 un rapport de 1 à 6 du PIB par tête entre un habitant du Chiapas et un habitant de la ville de Mexico¹⁵. Cet écart s'explique en partie par la différence de niveau d'industrialisation entre les États qui ont fait le choix d'être des acteurs de l'économie globale et ceux qui sont restés à de très faibles niveaux de développement économique. On constate que les États qui peuvent bénéficier des infrastructures énergétiques et en particulier d'un approvisionnement en gaz connaissent un développement industriel bien plus important que les États du Sud du pays. Il en va de même en ce qui concerne les infrastructures de communication digitales et internet.

Un rapport de 2018 sur les inégalités au Mexique résume bien les conséquences de ces disparités en termes d'accès à une éducation de qualité et à des emplois bien rémunérés, ainsi qu'en matière de mobilité sociale¹⁶. Sur le plan de l'évolution sociale, il décrit bien comment les personnes issues des milieux les plus pauvres auront à peine 2 % de chances de se retrouver un jour dans un milieu plus favorisé. Ce phénomène s'aggrave si on l'analyse avec une perspective de genre : les femmes des familles les plus pauvres auront en effet encore moins de chances que les hommes de progresser socialement.

Ce rapport souligne en outre que les écarts constatés auront tendance à s'accroître du fait du changement climatique. Ainsi, les populations les plus vulnérables seront aussi les plus exposées aux risques liés aux fortes intempéries provoquées par le réchauffement de la planète (inondations, cyclones, sécheresse...), du fait de leur insuffisante protection face à ces

15. « México 2030 ante la Cuarta Revolución Industrial : propuestas para la productividad, el crecimiento y la inclusión social », CEEG.MX, 30 juillet 2018.

16. « Desigualdades en México 2018 », Desigualdades.Colmex.mx, mai 2018.

événements, de la perte d'activité qu'ils induisent, voire des destructions irrémédiables subies par leur faible patrimoine et, naturellement, de l'impact sur leur santé.

L'injustice en matière de santé représente d'ailleurs un défi social de premier plan. Compte tenu du niveau peu élevé de couverture en matière d'assurance santé et d'un système de sécurité sociale de plus en plus défaillant, le risque économique pour les foyers défavorisés est considérable. Les dépenses de santé non remboursées représentent pour un foyer environ 45 % des dépenses annuelles de santé. La majorité des personnes qui se trouvent dans la classe moyenne basse pourraient donc tomber dans la pauvreté s'ils devaient suivre un traitement médical de manière imprévue.

Enfin, les différences de revenus constituent un autre angle pour mesurer les inégalités au Mexique : les dix personnes les plus riches y détiennent la même part de richesse que les 50 % de la population les plus pauvres¹⁷. 139

Dans un contexte mondial de risques de ralentissement économique et de changements accélérés des moyens de production du fait de l'avènement des technologies digitales, le plus grand défi d'AMLO est bien de parvenir à générer suffisamment de croissance basée sur des investissements technologiques et des emplois formels bien rémunérés afin de rompre durablement la dynamique des inégalités sociales. Cela ne sera possible que dans la mesure où des progrès significatifs seront faits en matière de lutte contre la corruption, d'amélioration de la justice, de réduction de l'insécurité et de l'économie informelle.

17. «Desigualdades en México», CONEVAL.org.mx, 25 septembre 2018.

R É S U M É

Cet article traite des principaux défis qu'Andrés Manuel López Obrador, élu président en juillet 2018, trouvera sur sa route. En particulier, il aborde la question des défis en matière de politique intérieure (corruption, impunité, insécurité) et de politique extérieure (relation avec les États-Unis dans le contexte de la campagne de Donald Trump pour la présidentielle de 2020). Sur le plan économique, l'enjeu primordial sera d'atteindre une croissance suffisante pour financer les programmes sociaux en faveur des plus démunis. Sur le plan social, enfin, le défi du président mexicain consistera à réduire les profondes inégalités qui sont un frein au développement du pays.

